

Note conceptuelle

Proposition de projet :

« Soutien sur le suivi et la mise en œuvre des recommandations EPU en Afrique »

1. Examen Périodique Universel

L'Examen Périodique Universel est largement reconnu comme le principal mécanisme de coopération intergouvernementale pour examiner les questions relatives aux droits humains au niveau national dans tous les pays, sans distinction. Créé par le Conseil des Droits de l'Homme en 2007, ce mécanisme vise à instaurer un dialogue constructif sur les droits humains dans et entre les États membres. Bien que l'EPU soit un examen par les pairs piloté par l'État, il est inexorablement lié à la participation de la société civile. Dans sa résolution 5/1, le Conseil des Droits de l'Homme exhorte donc les États de veiller à ce que la création et le maintien d'un environnement sûr et favorable à la société civile soient maintenus dans le cadre de l'EPU.

L'EPU, qui traite de toutes les questions relatives aux droits humains, peut être utilisé comme force motrice pour aborder les questions de réduction de l'espace démocratique pour les individus et les organisations de la société civile. Ce mécanisme offre une excellente opportunité d'accroître la sensibilisation aux questions relatives aux droits humains dans un pays et, par conséquent, d'amener un État à s'engager davantage en faveur du respect des droits humains en général.

2. Projet

S'appuyant sur les expériences passées d'UPR Info, ce projet vise à renforcer les capacités des acteurs nationaux à promouvoir les droits humains, la démocratie et l'Etat de droit sur le terrain. L'accent est mis sur le continent Africain, plus particulièrement sur quatre pays : La République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Sierra Leone. Le projet vise à soutenir les organisations de la société civile ainsi que les institutions nationales des droits de l'homme (INDH) dans ces pays pour une durée de 24 mois. Le budget est estimé à 335'000 Euros.

3. Objectifs, résultats et activités

Objectif du projet : *Renforcer les capacités de la société civile et des INDH, afin qu'ils/elles contribuent à la promotion et respect pour les droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que à la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, par le biais du mécanisme de l'EPU.*

À cette fin, le projet a deux objectifs spécifiques :

OS1 : Accroître la qualité de l'information sur les progrès et les défis de la mise en œuvre de l'EPU dans les pays cibles.



OS2 : Susciter un dialogue entre les groupes de parties prenantes sur la situation des droits humains dans le pays par le biais du mécanisme de l'EPU

OS3 : Soutenir la mise en œuvre des recommandations EPU

Pour atteindre ces objectifs, le projet se propose de mettre en œuvre les activités suivantes :

Activité 1 : Atelier sur les bonnes pratiques dans la mise en œuvre

Cette activité relève le résultat escompté 1 : Les parties prenantes ont acquis de meilleures compétences pour utiliser efficacement l'EPU dans leur travail en faveur des droits humains

Pays cibles : RDC, Côte d'Ivoire, Sénégal et Sierra Leone

Bénéficiaires : OSC et INDH

Format : Atelier en présentiel de 2 jours dans chacun des trois pays

L'objectif de cette activité est de fournir à la société civile et aux INDH une vue d'ensemble des bonnes pratiques sur la mise en œuvre et plus particulièrement des plans intégrés. Au cours de cette activité, les participants apprendront les bonnes pratiques des autres pays en matière de mise en œuvre. De plus, ils acquerront des connaissances et des compétences sur comment développer des plans intégrés de suivi et de mise en œuvre des recommandations EPU. En effet, en travaillant sur l'EPU, il est utile d'adopter une approche holistique et de systématiquement intégrer les recommandations issues des organes de traités, des procédures spéciales mais également de lier ce travail à l'Agenda 2030. Il existe donc une opportunité unique d'élaborer des stratégies et des plans nationaux pour les ODD sur la base de normes relatives aux droits de l'homme et d'utiliser les recommandations de l'EPU pour guider la mise en œuvre des ODD.

Dans le cadre de cette activité, UPR Info assurera le suivi des actions entreprises par les différentes parties prenantes pour contribuer à la mise en œuvre et faire le suivi du niveau de la mise en œuvre des recommandations issues de l'EPU. Cette activité sera l'occasion d'identifier les succès et les défis rencontrés. L'atelier sera également l'occasion de relancer la discussion et de travailler autour du mécanisme.

Activité 2 : Soutien technique à la mise en œuvre des recommandations EPU

Cette activité relève du résultat escompté 3 : Les recommandations EPU sont mise en œuvre

Pays cibles : RDC, Côte d'Ivoire et Sénégal

Bénéficiaires : OSC et INDH

UPR Info va s'associer avec des partenaires de la société civile nationale/des coalitions pour soutenir la mise en œuvre des recommandations EPU. L'objectif de cette activité est de concrètement soutenir les efforts nationaux en priorisant une recommandation EPU (qui sera choisie par les OSC nationales) et de la mettre en œuvre. Pour ce faire UPR Info demandera de soumettre un projet pour la mise en œuvre d'une recommandation et choisira le meilleur projet afin de le soutenir. UPR Info suivra le développement du projet et se tiendra à disposition pour tout appui nécessaire à travers des réunions de coordination en ligne.



Activité 3 : Table ronde régionale sur les bonnes pratiques entre INDH

Cette activité relève du résultat escompté 2 : Susciter un dialogue entre les groupes de parties prenantes sur la situation des droits humains dans le pays par le biais du mécanisme de l'EPU.

Pays cibles : RDC, Côte d'Ivoire, Sénégal

Bénéficiaires : INDH

L'objectif est de créer un échange entre différentes INDH de la région sur la mise en œuvre de l'EPU en faisant le lien avec l'Agenda 2030. Se basant sur une expérience similaire organisée par UPR Info en Asie qui a été un succès, il est proposé de réunir plusieurs INDH et de créer des discussions ciblées et concrètes sur leur travail au tour des droits de l'homme et particulièrement EPU. Les participants auront l'opportunité d'échanger sur leur travail, d'identifier les bonnes pratiques des pays voisins et de créer une dynamique régionale au tour de l'EPU.

Les représentants des parties prenantes des pays concernés par ce projet seront invités à participer à la conférence en tant qu'orateurs principaux. D'autres intervenants seront invités des organisations régionales et/ou internationales présentes dans la région. La conférence sera aussi une occasion d'apprentissage mutuel, où les membres des INDH peuvent partager leur expérience, y compris les défis, et s'engager dans une discussion constructive pour identifier les étapes possibles à venir.

La conférence sera organisée dans un des pays cible, dans la ville qui offrira la meilleure accessibilité et de préférence là où des organisations régionales et internationales sont présentes.

Activité 4 : Recherche sur l'engagement EPU au niveau national

Cette activité relève du résultat escompté 2 : L'EPU d'un pays donné est bien documenté

Pays cibles : RDC et Côte d'Ivoire

Bénéficiaires : OSC

L'objectif est de soutenir financièrement une organisation de la société civile ou une coalition sur le développement d'une recherche sur l'engagement national dans le mécanisme de l'EPU, description du parcours et principalement sur la mise en œuvre des recommandations. Etant donné que la RDC et la Côte d'Ivoire ont bénéficié d'un soutien technique de la part d'UPR Info pour le troisième cycle, il serait intéressant de faire une analyse sur la collaboration, le suivi et la mise en œuvre de l'EPU au niveau national.

Le but de la recherche sera d'identifier les efforts nationaux, les difficultés et les succès. Cette compilation permettra d'avoir une vue d'ensemble du troisième cycle et de tirer des leçons des erreurs passées afin de commencer un nouveau cycle sur de bonnes bases.



4. Bénéficiaires

UPR Info travaillera avec différents acteurs nationaux : les **INDH** et les **organisations de la société civile locales**. Ces parties prenantes ont un rôle essentiel à jouer à toutes les étapes du processus, et ont besoin d'outils et de renforcer leur connaissance pour assurer une mise en œuvre effective des recommandations EPU. En outre, l'importance de la promotion d'une meilleure coopération entre les INDH et la société civile est reconnue au niveau international.

UPR Info assurera une participation inclusive des parties prenantes et adoptera une approche intégrée, intégrant la dimension de genre et fondée sur les droits de l'homme. A propos de l'intégration d'une perspective d'égalité des genres, et dans la mesure du possible, UPR Info s'efforce d'assurer une parité de genre parmi toutes les activités prévues. Il est important d'assurer qu'une discussion sur les droits des femmes soit tenue dans les activités de formation, en reconnaissant sa nature transversale parmi toutes les thématiques des droits humains. Par ailleurs, UPR Info intègre dans ses formations une approche basée sur les droits de l'homme invitant les représentants de la société civile à analyser et présenter comment les groupes vulnérables et marginalisés ainsi que les femmes/filles sont impactés différemment par les violations des droits de l'homme pour toutes les thématiques de droits humains.

5. UPR Info : notre valeur ajoutée

UPR Info renforce la capacité institutionnelle des acteurs de la société civile dans les pays afin de promouvoir la démocratie et les droits humains. A travers ces Programmes, UPR Info utilise diverses stratégies d'action qui ont comme point de référence l'EPU pour contribuer à maintenir la paix et une gouvernance plus inclusive, démocratique et fondée sur l'Etat de droits.

Une caractéristique déterminante de notre engagement avec nos partenaires est que nous ne cherchons pas à imposer un programme préétabli aux voix nationales - nous sommes des facilitateurs prêts à soutenir les efforts nationaux avec une expertise technique sur l'EPU, ainsi qu'à partager les bonnes pratiques que nous avons acquises au cours de plus d'une décennie d'expérience dans ce domaine.

Nous avons appris de nos erreurs initiales, renforcé notre valeur ajoutée et cherché à adapter le processus de Genève aux contextes nationaux. UPR Info suit de façon systématique ses projets en faisant le suivi et l'évaluation de ces derniers. De cette façon, pas à pas, nous continuons à développer notre stratégie visant à permettre aux parties prenantes d'utiliser les opportunités offertes par l'EPU au meilleur de leurs capacités.

UPR Info est basée en Suisse. Elle possède une expertise unique sur l'EPU fort de plus 13 ans d'expérience et de formation de plusieurs milliers d'acteurs sur tous les continents. En outre, UPR Info a un certain nombre d'avantages spécifiques :

- ✓ Connaissance approfondie des parties prenantes qui travaillent avec l'EPU ;
- ✓ Excellentes relations avec les gouvernements, les agences des Nations Unies et les Institutions nationales des droits de l'homme ;



- ✓ Des liens étroits avec les OSC nationales des droits humains travaillant avec l'EPU ;
- ✓ Partenariats-clés avec des OSC internationales ;
- ✓ Une vaste expérience, formant plus de 300 défenseurs de droits humains chaque année ;
- ✓ Universalité : travaille sur 193 pays et couvre toutes les questions relatives aux droits humains.